

FRE-NEWS

Bulletin d'actualité de la Fédération romande pour l'énergie (FRE)

N° 78 – le 10 janvier 2010

* * *

Bruno Comby souligne les atouts environnementaux du nucléaire **40 ans de bilan objectif et documenté**

On ne peut plus débattre du nucléaire comme il y a trente ou quarante ans à coup de slogans et d'anathèmes. Pourquoi? Tout simplement parce qu'on a le recul de plusieurs dizaines d'années d'exploitation des centrales et qu'on peut en tirer un bilan parfaitement objectif et documenté. C'est ce qu'a récemment rappelé à Lausanne le président de l'Association internationale des écologistes pour le nucléaire, Bruno Comby. Voici un résumé de ses propos.

Plantons le décor en guise de rappel: 87% de l'énergie consommée dans le monde sont d'origine fossile, autrement dit «carbonée». La force hydraulique et l'uranium se partagent les 13% restants. Ce qu'on appelle le «nouveau renouvelable», solaire et éolien en tête, ne produit que de l'ordre de 1 millième de notre énergie. Or les besoins sont considérables.

La consommation augmente rapidement dans les pays en développement, et modérément dans les pays développés (8 tonnes d'équivalent pétrole par individu aux Etats-Unis, 0,5 en Inde). Et le fait que la population mondiale pourrait atteindre 10 milliards d'individus d'ici la fin de ce siècle en dit long sur les perspectives de hausse de la demande.

Atout climatique

La contribution disproportionnée des agents fossiles nous confronte brutalement à la question climatique d'une part, et à la sécurité d'approvisionnement d'autre part. Il est toujours hasardeux de faire des prédictions. Mais c'est un fait que des changements sont de plus en plus perceptibles. Le taux de CO₂ dans l'atmosphère n'a jamais été aussi élevé. Il était de 280 ppm (partie par million) en 1750. Il atteint près de 400 ppm actuellement et pourrait grimper à 1200 ppm d'ici à 2100.

Les choix énergétiques que nous faisons aujourd'hui auront une importance décisive sur l'évolution du climat. Il n'existe aucune source d'énergie totalement neutre en termes de gaz à effet de serre. De tels gaz sont générés en amont lors de la construction des installations et de la fabrication des combustibles, et en aval lors du démantèlement des centrales.

Le nucléaire y contribue à hauteur de 8 à 15 grammes de CO₂ par kilowattheure d'électricité produite. Un chiffre à mettre en regard des 486 grammes/kWh émis par une centrale à cycle combiné alimentée au gaz naturel, des 997 grammes/kWh dans une centrale au pétrole et 1238 grammes/kWh dans une centrale au charbon. Mais aussi des 29 grammes/kWh pour l'éolien et 76 grammes pour le photovoltaïque.

Comment réduire ces émissions de gaz à effet de serre? D'abord en construisant mieux nos maisons et immeubles. Le choix des matériaux, une bonne isolation, la ventilation à double flux et, surtout, la pompe à chaleur, permettent de diviser la consommation d'énergie par 20 et les émissions de CO₂ par 200. L'industrie a également un rôle à jouer en améliorant les méthodes de production et en remplaçant partout où c'est possible l'usage des agents fossiles par de l'électricité propre.

Un cube familial

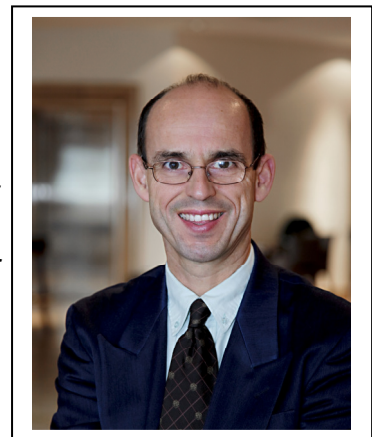
Tous ces progrès supposent un recours accru à l'électricité. C'est là qu'apparaissent avec une clarté aveuglante les atouts du nucléaire, qui se résument par l'utilisation rationnelle des ressources, la gestion maîtrisée des déchets, les progrès technologiques grâce au développement des nouvelles générations de réacteurs et une production en continu, indispensable pour la complémentarité avec les sources renouvelables d'appoint.

Il faut souligner la compacité du combustible, 1 gramme d'uranium fournissant autant d'énergie qu'une tonne de pétrole, sa densité également, avec 1 mètre cube d'uranium seulement par année pour le fonctionnement d'une grande centrale. Sans oublier le très faible volume des déchets. La quantité de déchets vitrifiés résultant de 20 années de consommation d'électricité d'une famille représente un cube qui tient dans la main.

Enfin, les risques d'accident sont minimisés par des systèmes de sécurité redondants, par une construction reposant sur une sûreté en profondeur et multi-niveaux, et avec un confinement par barrières multiples, auxquels s'ajoute une culture de sûreté des personnels des centrales sans cesse améliorée et contrôlée. Autant d'éléments qui participent à l'excellent bilan environnemental du nucléaire.

Un écologiste de terrain

S'affirmer tout à la fois écologiste et partisan du nucléaire a un petit côté provocateur. Et pourtant! Pour Bruno Comby, l'écologie est d'abord un art de vivre, une manière de se prendre en charge, de développer une hygiène de vie physique et mentale. Ingénieur nucléaire et diplômé de Polytechnique, il a écrit un «éloge de la sieste» et fondé un institut de santé publique en compagnie de médecins réputés, institut qui s'est notamment fixé pour objectif de lutter contre les méfaits du tabagisme, d'améliorer les conditions de vie des individus et de préserver l'environnement. Il considère que l'opposition dite écologiste à l'énergie nucléaire constitue une grave erreur historique et qu'elle résulte d'une méconnaissance propagée et entretenue à l'échelle mondiale par de puissants groupes d'intérêts politiques et économiques.



Voir www.ecolo.org

* * *

En bref

Additionner les sources d'énergie plutôt que les opposer les unes aux autres: cette exigence est désormais officiellement prise en compte par le CEA, qui devient le Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives. Cette nouvelle dénomination témoigne de la diversification de la recherche conduite par le grand organisme étatique français dans les énergies dites «bas carbone»: le nucléaire mais aussi le solaire, l'hydrogène, les piles à combustible, le stockage de l'électricité pour l'habitat et le transport, ou la transformation de la biomasse en biocarburants.

Les inquiétudes d'un député genevois

Sus aux sites éoliens!

Tout le monde veut faire de l'éolien. Problème: en Suisse, les sites favorables à l'exploitation des grandes hélices sont rares et la concurrence est rude. Comme en témoigne une interpellation urgente déposée par le député genevois et directeur de la Chambre du commerce et de l'industrie, Jacques Jeannerat. Il s'inquiète des méthodes prospectives peu orthodoxes des SIG.

«Les Services industriels de Genève financent-ils des infrastructures dans d'autres cantons sur le dos des usagers genevois?», demande en substance Jacques Jeannerat. Il nous apprend ainsi que les SIG ont engagé Isabelle Chevalley, la très médiatique députée vaudoise présidente d'Ecologie libérale, pour démarcher les communes, notamment celles de la région de La Côte, afin de les convertir aux éoliennes.

Or, selon le journal *24 HEURES*, cette lobbyiste des énergies renouvelables, qui soulignait les «qualités éthiques» des SIG dans une récente chronique publiée par un quotidien romand, a posé sur la table des propositions financières à faire pâlir les autorités locales et les agriculteurs «prêts à céder leurs champs aux disciples d'Eole». Comme l'a déploré le porte-parole de l'électricien vaudois Romande Energie, les SIG font de la surenchère avec le concours d'entreprises à caractère spéculatif, telle la société tessinoise Reninvest.

Et c'était ensuite au tour du journal fribourgeois *La Liberté* d'annoncer que pour faire accepter 21 éoliennes sur son territoire, les SIG offraient à la commune vaudoise de Bulle un centre sportif flambant neuf d'un coût de 6 à 10 millions de francs. A quoi s'ajoutent un centre éducatif à Delémont et un autre cadeau à définir offert à la commune de Grandvent.

«Le Conseil d'Etat considère-t-il qu'il est acceptable que pour développer l'énergie éolienne, les SIG marchandent le soutien de communes vaudoises à coût de millions, et sait-il quel sera au final le coût de cette électricité pour les usagers genevois?», demande le député.

Nous attendons, nous aussi, la réponse avec le plus grand intérêt. Il conviendrait également d'informer la population sur la contribution réelle à la sécurité d'approvisionnement en électricité du pays des centaines d'éoliennes géantes que les uns et les autres souhaitent implanter sur les crêtes du Jura et des Alpes suisses,

* * *

Les questions que vous nous posez

«La Suisse peut-elle encore compter sur la France pour son approvisionnement en électricité ?», nous demande ce lecteur jurassien.

Effectivement, la Suisse couvre aujourd'hui de justesse ses besoins en électricité grâce à des droits de tirage sur des centrales nucléaires françaises. Ces droits arriveront à échéance à partir de 2012. Ils auront peu de chance d'être renouvelés à cause des nouvelles règles de concurrence de l'Union européenne, qui exigent la mise aux enchères de toute exportation de courant. Nos voisins européens commencent eux aussi à manquer de courant. Dès qu'il fait très chaud ou très froid, même la France, grande pourvoyeuse de kilowattheures sur le marché européen, doit remettre en marche de vieilles centrales à mazout ou à charbon pour pouvoir honorer ses contrats étrangers. Conclusion: c'est bien en Suisse qu'il faudra construire de nouvelles unités de production.

Nos informations sont développées sur le site www.frenergie.ch

Rédaction: Jean-Pierre Bommer

Sources: *Les Echos*, CCIG, FRE